



Assemblée générale

Distr. limitée
13 octobre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Première Commission

Point 99 d) de l'ordre du jour

**Examen de l'application des recommandations
et décisions adoptées par l'Assemblée générale
à sa dixième session extraordinaire :**

Rapport de la Commission du désarmement

Sierra Leone : projet de résolution

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement¹,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995, 51/47 B du 10 décembre 1996, 52/40 B du 9 décembre 1997, 53/79 A du 4 décembre 1998, 54/56 A du 1^{er} décembre 1999, 55/35 C du 20 novembre 2000, 56/26 A du 29 novembre 2001, 57/95 du 22 novembre 2002, 58/67 du 8 décembre 2003 et 59/105 du 3 décembre 2004,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes que l'Assemblée générale a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

Ayant à l'esprit sa décision 52/492 du 8 septembre 1998,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du désarmement¹;
2. *Réaffirme* le mandat de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 42 (A/60/42).



3. *Réaffirme également* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission de l'Assemblée générale, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;

4. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale² et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté quant aux « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement »³;

[[5. *Recommande* qu'à sa session de fond de 2006, la Commission du désarmement examine les questions suivantes :

a) [À préciser];

[Recommandations relatives au désarmement nucléaire et à la non-prolifération des armes nucléaires dans tous ses aspects, notamment à la réalisation de l'objectif de désarmement nucléaire;]

[Recommandations relatives au désarmement nucléaire et à la non-prolifération des armes nucléaires;]

b) [À préciser]

[Mesures pratiques de renforcement de la confiance dans le domaine des armes classiques;]

5 bis. Recommande que la question des mesures destinées à améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Commission soit examinée en séance plénière à sa session de fond de 2006, un laps de temps raisonnable étant prévu à cet effet;]]

[[5. *Recommande* que la Commission du désarmement envisage de reprendre et d'achever le plus tôt possible avant le début de sa session de fond de 2006 ses consultations sur les accords auxquels elle était parvenue ad referendum à la reprise de sa réunion d'organisation en juillet 2005;]]

[[5. *Recommande* que la Commission du désarmement envisage de reprendre et d'achever le plus tôt possible avant sa session de fond de 2006 ses consultations sur les accords auxquels elle était parvenue ad referendum à la reprise de sa réunion d'organisation en juillet 2005, en vue d'adopter par consensus l'ordre du jour de sa session de fond de 2006;]]

[[5. *Encourage* la Commission de désarmement à adopter à temps un ordre du jour pour qu'elle puisse tenir des débats de fond en 2006, compte tenu des progrès qui avaient été faits à la reprise de sa réunion d'organisation en juillet 2005 ainsi qu'il ressort du rapport de la Commission du désarmement¹;]]

6. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 2006 pendant trois semaines au plus, à savoir du 10 au 28 avril, et de lui présenter un rapport de fond à sa soixante et unième session;

² Résolution S-10/2.

³ A/CN.10/137.

7. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement⁴, ainsi que tous les documents officiels de la soixantième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

8. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission du désarmement et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens, y compris les procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session la question intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 27 (A/59/27).